



Pourquoi Poutine a-t-il rejeté la proposition de cessez-le-feu américano-ukrainien ?

Sans une indication claire que l'Ukraine est prête à répondre aux attentes fondamentales de la Russie, Poutine ne gagnerait rien à suspendre le conflit.

Par [Thomas Fazi](#)

Mondialisation.ca, 15 mars 2025

thomasfazi.com

Région : [L'Europe, Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [UKRAINE](#)

Comme je l'ai prédit dans mon [dernier article](#) (publié mercredi), Poutine a rejeté jeudi la proposition américano-ukrainienne de cessez-le-feu immédiat de 30 jours.

C'était prévisible. Ce que l'Ukraine et les États-Unis ont proposé à la Russie, c'est de mettre immédiatement fin aux hostilités et d'entamer ensuite l'élaboration d'un accord de paix plus global. Mais la Russie a toujours adopté une approche opposée, insistant sur la nécessité de s'entendre sur les grandes lignes d'un accord *avant* de pouvoir envisager un cessez-le-feu.

La raison est assez évidente : sans une indication claire que l'Ukraine est prête à répondre aux attentes fondamentales de la Russie – avant tout, la reconnaissance formelle des territoires annexés par la Russie comme faisant partie de la Fédération de Russie, et l'adoption d'un statut neutre et non aligné, associé à la démilitarisation – la Russie ne tirerait aucun avantage à suspendre le conflit, surtout à un stade où elle continue sa progression sur le champ de bataille, en particulier dans la région de Koursk, qui a été presque entièrement libérée, car cela ne ferait que donner aux Ukrainiens le temps de *“battre en retraite, se regrouper et se réarmer”*, comme l'a dit Poutine. Ceci s'explique notamment par le fait que la Russie considère les accords de Minsk comme un subterfuge occidental visant à donner à l'Ukraine le temps de trouver une solution militaire, comme l'ont d'ailleurs admis plusieurs dirigeants occidentaux.

Cependant, l'Ukraine n'a jusqu'à présent donné aucune indication quant à sa volonté de satisfaire les revendications de la Russie. En effet, il y a quelques jours à peine, Zelensky a réitéré son opposition à toute concession territoriale. De plus, [selon les](#) médias ukrainiens, les *“lignes rouges”* de l'Ukraine pour entamer des pourparlers de paix semblent inclure

“aucune restriction sur les effectifs des forces de défense et aucune restriction sur la participation de l'Ukraine aux organisations internationales, y compris l'UE et l'OTAN”.

Dans ces conditions, la Russie n'a absolument rien à gagner à conclure un cessez-le-feu.

Et en toile de fond, on retrouve les Européens, qui ont récemment présenté une *“stratégie de paix”* qui prévoit le renforcement des capacités militaires de l'Ukraine (notamment par la livraison de systèmes de défense aérienne, de munitions et de missiles) afin d'améliorer le pouvoir de négociation de ce pays et de parvenir à un accord qui *“respecte l'indépendance,*

la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine". En d'autres termes, aucune concession territoriale. Cette mesure serait suivie de solides garanties de sécurité sous la forme de troupes européennes (c'est-à-dire de l'OTAN) sur le terrain, une demande reprise par Zelensky mais fermement rejetée par la Russie.

En d'autres termes, les parties sont loin de s'entendre sur les conditions générales que la Russie considère comme préalables à toute cessation des hostilités. Qu'a donc dit Poutine exactement ? Il a exprimé son adhésion de principe à l'idée d'un cessez-le-feu, déclarant :

"L'idée en elle-même est bonne et nous la soutenons sans réserve", et "Nous sommes d'accord avec les propositions visant à mettre fin aux combats".

Cependant, il a fait part de ses préoccupations et a énoncé les conditions à remplir pour que la Russie s'engage pleinement.

"Nous tenons à ce que l'Ukraine nous garantisse qu'elle ne mobilisera pas de troupes, n'entraînera pas de soldats et ne recevra pas d'armes pendant les 30 jours de cessez-le-feu",

a déclaré Poutine, faisant référence non seulement à l'intention de l'Europe de renforcer les capacités militaires de l'Ukraine, mais aussi à la décision des États-Unis de reprendre leur aide militaire à l'Ukraine. Poutine s'est interrogé sur la manière dont le cessez-le-feu serait appliqué, demandant :

"Qui donnera l'ordre de cesser les hostilités, et quelle crédibilité accorder à de tels ordres ?"

Il a souligné que tout cessez-le-feu doit "mener à une paix durable et éliminer les causes profondes de la crise",

s'alignant ainsi sur les demandes de longue date de la Russie, qui incluent la reconnaissance par l'Ukraine de l'annexion par la Russie de la Crimée et de quatre régions du sud-est, le retrait des troupes de ces régions et l'engagement de ne pas rejoindre l'OTAN. Poutine a indiqué qu'il est nécessaire de poursuivre les discussions pour clarifier ces "nuances" et mettre en place des mécanismes empêchant l'Ukraine d'utiliser la trêve pour renforcer ses positions militaires.

"Toutes ces questions requièrent des études minutieuses par les deux parties", a-t-il conclu.

D'autres diplomates russes ont adopté un ton encore plus direct.

"Notre position est que ce [cessez-le-feu] n'est rien de plus qu'un répit temporaire pour l'armée ukrainienne, rien de plus",

[a déclaré](#) l'assistant du président russe, Yuri Ushakov. L'ambassadeur de Russie au Royaume-Uni, Andrey Kelin, a corroboré cet avis :

“Nous examinerons la proposition américaine de cessez-le-feu. Nous ne mettrons fin aux opérations militaires que lorsque l'accord sera complet et global. La Russie a déclaré à plusieurs reprises qu'un cessez-le-feu temporaire n'est pas une option pour résoudre le conflit”.

La réponse de la Russie à la proposition américano-ukrainienne n'a rien de surprenant. Une compréhension élémentaire de la situation laissait présager que Moscou n'accepterait pas un cessez-le-feu dans les conditions actuelles. Mais, comme je l'écrivais l'autre jour, c'était peut-être précisément le but de Zelensky et des dirigeants européens : *“renvoyer la balle dans le camp de la Russie”*, en anticipant le rejet de l'offre par Moscou, ce qui leur permettra de faire passer la Russie pour une puissance indifférente à la paix, et leur fournira une excuse pour poursuivre la guerre.

En fait, ils ont déjà commencé à faire passer ce message. Dans une [vidéo adressée](#) jeudi soir, Zelensky a accusé Poutine de manipuler le discours sur le cessez-le-feu pour prolonger la guerre, et a déclaré que les conditions préalables de la Russie ont pour but de veiller à ce que *“rien ne fonctionne, ou le plus tard possible”*. Plus tôt dans la journée, Zelensky a observé sur X que l'absence de réponse significative de la Russie montre son intention de *“prolonger la guerre et de repousser la paix”*, appelant à une pression américaine pour forcer la Russie à mettre fin au conflit, vraisemblablement selon les conditions de l'Ukraine. Toute tentative des États-Unis pour forcer la Russie à conclure un accord non satisfaisant est cependant vouée à l'échec et ne fera que prolonger le conflit, car c'est Zelensky en personne qui cherche à prolonger la guerre, très probablement avec le soutien des Européens.

Reste donc à savoir comment Trump va réagir maintenant que Poutine a renvoyé la balle dans le camp américain. Pour l'instant, il semble adopter l'approche de la carotte et du bâton : il a qualifié la déclaration de Poutine de *“très prometteuse”*, tout en proférant des [menaces voilées](#) selon lesquelles la Russie pourrait subir des répercussions financières *“dévastatrices”* si elle décidait de poursuivre la guerre. En effet, le 12 mars, Trump a laissé expirer une exemption de sanctions de l'ère Biden, qui autorisait les banques russes sanctionnées à traiter les paiements européens pour les ventes de pétrole.

Cette exemption, initialement incluse dans un ensemble de sanctions plus large imposé par l'administration Biden en janvier 2025 et visant le secteur énergétique russe, prévoyait une période de transition de 60 jours pour permettre aux pays européens de s'adapter. Cette période a pris fin le 12 mars et Trump ne l'a pas renouvelée, empêchant de fait ces banques d'accéder aux systèmes de paiement américains pour les transactions énergétiques. En conséquence, les pays européens ne peuvent plus légalement acheter de pétrole russe par ce biais sans s'exposer à des sanctions américaines. En d'autres termes, le régime de sanctions de Trump est désormais bien plus étendu que celui mis en place par Biden.

Cette décision vise clairement à faire pression sur la Russie, mais elle a peu de chances de réussir. Non seulement Moscou a démontré une capacité remarquable à résister aux sanctions occidentales, mais, plus fondamentalement, de telles tactiques envoient précisément les mauvais signaux. Du point de vue de la Russie, l'Occident, en particulier les États-Unis, a provoqué cette guerre via ses politiques irresponsables en Ukraine et le long du flanc oriental de l'OTAN. Selon Moscou, toute résolution durable doit s'attaquer aux causes profondes du conflit, qui vont au-delà des aspirations de l'Ukraine à l'OTAN et concernent la question plus générale du mépris occidental pour les préoccupations légitimes de la Russie en matière de sécurité.

En tentant de forcer la main à la Russie pour obtenir une résolution rapide sans aborder ces différends plus profonds, Trump ne fera que renforcer la conviction de la Russie que les négociations sont vaines et que seuls des moyens militaires peuvent garantir sa sécurité. De plus, cela confirme la position de longue date de Poutine selon laquelle l'Occident agit en usant de menaces et du recours à la force plutôt que par la diplomatie. La position de la Russie n'en sera que plus inflexible.

Si l'objectif est une paix véritable et durable, une stratégie basée sur le chantage et les ultimatums est la pire approche possible. Bien sûr, il est possible que les déclarations publiques de Trump soient destinées au public occidental et qu'il suive une stratégie toute autre en coulisses. L'avenir nous le dira. Pour l'instant, la guerre se poursuit.

Thomas Fazi

Article original en anglais : [Why did Putin reject the US-Ukrainian ceasefire proposal?](#), Thomas Fazi, le 14 mars 2025.

Traduction : [Spirit of Free Speech](#)

La source originale de cet article est thomasfazi.com

Copyright © [Thomas Fazi](#), thomasfazi.com, 2025

Articles Par : **[Thomas Fazi](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca